

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Inspection/License Elevating Device	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ755-151409/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client EQ755-151409	Date 2015-03-19
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-215-6794	
File No. - N° de dossier TOR-4-37150 (215)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-04-14	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lopez, Maria	Buyer Id - Id de l'acheteur tor215
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2071 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification à la sollicitation no 1 est apportée pour y inclure les changements apportés à la demande de proposition, annexe A, et y ajouter les questions posées par des soumissionnaires éventuels, de même que les réponses de TPSGC.

Référence – Page 3 – sous 6.5.2 Chargé de projet :

Supprimer : Dans son intégralité

Insérer : Le chargé de projet (responsable technique) pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Organisation : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Adresse : 4900, rue Yonge, Toronto (Ontario) M2N 6A6

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse courriel :

Le chargé de projet (responsable technique) représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont effectués dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des aspects techniques avec le chargé de projet (responsable technique), toutefois, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l' d'modification au contrat émise par l'contractante.

Référence –Page 25, sous l'A –2.11 Registre d' inspection

Supprimer : 1. Une fois l' effectuée, l'inspecteur doit envoyer séparément une copie papier du registre d'inspection de chaque inspection effectuée.

Insérer : 1. Une fois l'effectuée, l'doit envoyer séparément une copie papier du registre d'de chaque inspection effectuée à l'exploitante.

Questions et réponses

Q1) 2.1 & 6.3.1 : Où peut-on trouver une copie des Instructions uniformisées 2013 –biens ou services – besoins concurrentiels, et 2035 (2008/12/12), Conditions générales –besoins plus complexes de services? Nous n'pas pu trouver ces documents parmi les documents en ligne sur le site Web achatsetventes.

R1) Tel qu'est indiqué à la partie 2 –Instructions à l'des soumissionnaires, 2.1 instructions, clauses et conditions uniformisées, toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'(https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignesdirectrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee s-d-achat/tous) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Il se peut que vous deviez couper le lien et le coller dans Internet Explorer.

Q2) Annexes A et F : L'obligatoire précise que tous les inspecteurs doivent être des inspecteurs d'qualifiés et détenir un certificat délivré en vertu du Règl. Ont. 222/01, énoncé à l'A en tant qu'minimale du EDM-F. Veuillez noter qu'titulaire de permis de classe T (EDM-T) « *peut exécuter la même gamme et la même portée de travaux autorisés aux termes du certificat du titulaire d'certificat de superviseur, si ces habiletés ont été documentées et signées par un EDM qualifié* » (Règl. Ont. 222/01) donc, s'satisfait aux

exigences obligatoires énoncées, nous pouvons présumer qu'un titulaire de permis EDM-T, à condition qu'il puisse présenter une formation reconnue par un EDM qualifié, serait acceptable?

R2) Non, il doit être entièrement qualifié (EDM-F).

Q3) Annexe F : Aucune exigence obligatoire ne stipule que le promoteur de l'ouvrage doit détenir un certificat d'autorisation émis par l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou qu'un ingénieur titulaire d'un permis d'ingénierie doit faire partie de l'offre dans les soumissions présentées par les promoteurs. Puisque la demande de proposition fait une mention particulière à l'« ingénierie » dans la gamme obligatoire de services, devons-nous présumer qu'un ingénieur devrait faire partie de l'offre du promoteur?

R3) Un certificat d'ouvrage ou permis d'ingénieur n'est pas requis; toutefois, l'offre doit fournir la certification requise et l'offre de proposition.

Q4) Annexe : En ce qui a trait au « code » aux fins des inspections, les documents relatifs à la demande de proposition stipulent quel code doit être utilisé pour les inspections (p. ex. pour les ascenseurs, le code 1985 B44). Cependant, les appareils élévateurs sont généralement régis par le code applicable au moment de l'offre qui est assujéti à certaines exigences rétroactives relativement au code actuellement en vigueur (p. ex. le B44-10). Il est peu réaliste d'exiger de tous les appareils avec un simple code, car les exigences ont changé à chaque itération du code. Si cela peut aider, l'« non officielle » que nous avons constatée ailleurs est que le code 1985 est utilisé comme une sorte de norme minimale, nous permettant ainsi d'effectuer des inspections avec un code plus récent, le cas échéant, mais pour les appareils élévateurs installés sous d'itérations plus anciennes des divers codes (p. ex. un ascenseur installé en 1960), seuls les domaines de non-conformité fondamentale avec des caractéristiques/normes appliquées dans le code 1985 sont détaillés en tant que « défauts ». Par exemple, si un appareil élévateur installé en 1960 n'est pas muni d'une garde-fou, il serait qualifié de « défaut », même si l'élévateur est conforme au code de l'Ontario. Ce qui nécessiterait une certaine discrétion technique de la part du soumissionnaire choisi.

R4) À tout le moins, tous les appareils élévateurs se trouvant dans des installations fédérales doivent être conformes au code CAN3-B44-M85 et CSA-B311-M1979, quelle que soit l'offre conformément au Règlement sur la sécurité et la santé au travail (SOR/86-304); l'offre peut appliquer des codes plus récents, si nécessaire. Selon nos connaissances, le nombre total ou quasi total des appareils élévateurs se trouvant dans des installations fédérales ont été installés et mis à niveau après 1985.

Q5) Généralités : Dans les circonstances où nous devons recourir aux services d'entrepreneur d'ouvrage (p. ex. pour l'ouvrage pour certains essais physiques, notamment pour les essais après une réparation), pouvons-nous présumer que les frais sont déjà inclus dans le contrat d'ouvrage ou est-ce qu'ils seront pris en charge par TPSGC?

Un « essai physique » est en réalité une classification indéfinie de tâches conformément au Règl. Ont. 222/01. Un mécanicien détenant un certificat EDM-A doit effectuer ou être présent pour l'essai physique; le titulaire d'EDM-F ou d'EDM-T n'est pas autorisé à effectuer un essai physique, sauf sous la supervision d'EDM-A. Ce qui constitue un « essai physique » est en grande partie une question de la Commission des normes techniques et de la sécurité (CNTS) et d'antécédents en Ontario, mais puisque ces essais ne peuvent pas être effectués par un EDM-F ou un EDM-T, je présume que nous ne sommes pas tenus de les effectuer dans le cadre de ce mandat. Par exemple, effectuer un essai des amortisseurs ou des freins d'un régulateur de vitesse serait généralement considéré comme un essai physique, tandis qu'un essai d'interrupteur d'ouvrage ou d'essieu d'ouvrage ou du contrôle de pression des portes ne serait pas considéré comme un essai physique (à titre d'exemple ces trois essais ultérieurs seraient en général effectués au cours d'inspection de sécurité et les trois autres ne seraient soumis à aucun essai).

Solicitation No. - N° de l'invitation

EQ755-151409/A

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor215

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EQ755-151409

File No. - N° du dossier

TOR-4-37150

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Il n'aucune définition comme telle de ce qu'un essai physique, mais en général, vous devez adopter l'voulant que si un essai n'pas de démantèlement des composants, qu'iln'pas plusieurs contrats de travail et qu'système de sécurité n'contourné au cours de cette procédure d'alors il ne s'sans doute pas d'essai physique. Ce n'sans doute pas toujours le cas, mais cela pourrait servir de point de référence.

R5) Les essais physiques ne sont pas requis; par conséquent, les services d'entrepreneur d'ne sont pas requis.